



Rapport d'activités

2019

Assemblée Générale ordinaire du 7 septembre 2020

Organisée en visioconférence

Sommaire

1 – Notre fédération	3
Nos valeurs, missions et objectifs stratégiques.....	3
Gouvernance et équipe	4
Enjeux de l'année 2019	5
Nos membres	6
2- Nos actions	7
Dispositif Entreprise d'Insertion.....	7
Dispositif IDESS.....	8
Secteur du Titre-service.....	10
Autres secteurs - Dossiers transversaux	12
Nos mandats	14
Services aux membres	18
3 – Nos projets.....	19
VISES 2015-2020	19
Demain, l'entreprise d'insertion	19
Annexes	21
Liste des membres (31/12/2019).....	21
Partenaires d'Atout EI.....	25

1 – Notre fédération

Nos valeurs, missions et objectifs stratégiques

Pluralisme
Proximité **Qualité**
Responsabilité
Ethique **Réactivité**
PARTENARIAT

Nos missions principales sont de

- ✓ Représenter les initiatives d'économie sociale (IES), les entreprises d'insertion (EI) et les initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale (IDESS) reconnues par la Région wallonne auprès des interlocuteurs publics.
- ✓ Promouvoir ces entreprises et défendre leurs intérêts.
- ✓ Soutenir, conseiller et professionnaliser ces entreprises dans les divers aspects de leurs activités économiques et sociales afin de favoriser leur développement.

Nos objectifs stratégiques

- ✓ Regrouper 2/3 des EI et 1/3 des IDESS agréées
- ✓ Œuvrer pour une reconnaissance plus large des entreprises
- ✓ Représenter les IES, EI et IDESS auprès des interlocuteurs publics et défendre leurs positions
- ✓ Recueillir les attentes des membres et leur proposer des solutions
- ✓ Tenir à jour des données statistiques sur le secteur
- ✓ Collecter et diffuser toutes les informations concernant les IES, EI et IDESS
- ✓ Organiser des lieux d'échanges et de rencontres
- ✓ Développer l'expertise du secteur et élaborer des outils pour aider les membres

Gouvernance et équipe

Le Bureau exécutif

Isabelle COLINET, Présidente

Bénédicte FRANCOIS, Administratrice

Jacques RORIVE, Vice-président
(jusqu'en novembre 2019)

Hervé SAMYN, Administrateur

Le Conseil d'Administration

B-TEAM safs, Nathalie CLAES

MAXINET SERVICES scrifs, Isabelle COLINET

CAIPS ASBL, Jean-Luc VRANCKEN

NEUPRE NET SERVICES scrifs, Hervé SAMYN

CSD CHARLEROI (Département IDESS),

POLE DES SERVICES scrifs, Vincent LAUREYS

Stéphane RENARD

PROXEMIA scrifs, Eric BERNARD

EKOSERVICES Belgique scrifs, Ophélie LABABSA

RES ASBL, Etienne DEWANDELER

HOME NET SERVICES scrifs, Denis MORRIER

TRI-TERRE safs, William WAUTERS

JEFAR T SERVICES scrifs, Vanessa SEGATO

TRUSQUIN TITRES-SERVICES scrifs, Patrice BORCY

LA LOCOMOBILE scrifs, Alexandre BORSUS

LES COUPS DE POUCE FLEURUSIENS scrifs,
Bénédicte FRANCOIS

L'équipe

Guillaume FLORIN (1 ETP) – Conseiller jusqu'en mai 2020

Jacques RORIVE (1 ETP) – Directeur depuis
novembre 2019

Caroline RENOUPREZ (1 ETP) – Conseillère jusqu'en
novembre 2019

Anne-Sophie CHRONIS (1 ETP) – Conseillère

Vanessa BENVISSUTO (0.5 ETP) – Conseillère
jusqu'en mai 2019

Demande de financement structurel

Afin d'apporter des solutions aux difficultés économiques structurelles de la fédération, nous avons sollicité les membres en 2018. Vous avez répondu à notre interpellation et confirmé votre souhait de maintenir la fédération, en validant une augmentation de cotisations permettant de parer aux urgences économiques. Ce signal positif fort nous a encouragé dans la voie prise.

En parallèle à votre investissement, la fédération a également cherché à obtenir un financement structurel auprès du Cabinet du Ministre en charge de l'Economie Sociale. Une première demande a été réalisée auprès du Ministre JEHOLET puis relancée lors de la prise de fonction de Christie MORREALE. Fin 2019, nous avons l'excellente nouvelle d'apprendre qu'un **financement exceptionnel de 100.000€** était accordé à la fédération pour l'année 2019. Cette subvention vise à soutenir les missions et les activités de la fédération à destination de ses membres EI et IDESS.

Ce soutien est le résultat d'un travail de plusieurs mois, réalisé par l'équipe et les administrateurs, de valorisation et de défense des opérateurs d'insertion d'économie sociale et de la nécessité de les soutenir dans leur développement et les reconnaître comme acteurs économiques de la Wallonie.

Nous remercions la Ministre, Christie MORREALE, pour son soutien envers notre fédération et donc, envers les entreprises d'insertion et les IDESS.

Par ailleurs, nous cherchons continuellement d'autres pistes de financement notamment via la réalisation de projets subventionnés.

Engagement d'un Directeur

Après plusieurs années durant lesquelles la fédération a fonctionné en gestion autonome avec un soutien important du Président du Conseil d'Administration, les administrateurs ont estimé qu'il était nécessaire aujourd'hui, de donner à la fédération une Direction forte. Cette Direction est devenue plus que nécessaire au vu du développement de nos activités et de notre positionnement politique de plus en plus prégnant.

Jacques RORIVE est donc entré en fonction en novembre 2019. Il devra relever divers enjeux importants pour la fédération et les membres. Il aura notamment à charge de mettre en œuvre la vision et la stratégie globale de la fédération en collaboration avec le Conseil d'Administration. Il assurera également le pilotage de l'équipe et des actions mais devra aussi répondre aux enjeux de la représentation externe et surtout, aux enjeux de financement à moyen/long terme de l'asbl.

Au 31/12/2019, la fédération compte 98 membres : 79 EI (dont 3 sont également IDESS), 14 IDESS, 4 fédérations et 1 IES.

La liste complète des membres se trouve en annexe.

4 nouveaux membres !

DEPARTEMENT IDESS DU CPAS DE CHAUDFONTAINE est intégré au Calidipôles qui regroupe 3 services à la population : l'IDESS, l'Atelier vélos et meubles ainsi que le service d'Aide aux familles et aux aînés. L'IDESS réalise des activités de magasin social, transport social, petits travaux et espaces verts.

Personne de contact : Jeremy NULENS

DEPARTEMENT IDESS DU GAL PAYS DES CONDRUSES ASBL est actif dans le transport social. L'IDESS fait partie du Groupe d'Action Locale Pays des Condruses, actif dans le développement territorial. Il vise à mobiliser les ressources locales, à mettre en place des projets innovants, en encourageant la participation de divers acteurs dans de nombreuses thématiques : logement, mobilité, économie, agriculture, etc.

Personne de contact : Jean-François PECHEUR

LA COOPERATIVE ARDENTE SCRLFS est une entreprise d'insertion active depuis plusieurs années en région liégeoise en tant que coopérative de consommateurs qui distribue des produits alimentaires et ménagers issus d'une production locale/biologique et/ou éthique.

Personne de contact : Niels DUCHENE

TRAVSO SCRLFS est une entreprise d'insertion créée en 2019 dont l'activité consiste principalement dans la pose de châssis mais aussi dans d'autres travaux du bâtiment. Elle est active dans la région liégeoise.

Personne de contact : Lilien VRANCKEN

Ils nous quittent

Sodalis Corporation SCRL FS (démission), Force 8 SCRL FS (arrêt d'agrément) et Les Coups de Pouce 2 SCRL FS (Fusion)

2- Nos actions

Dispositif Entreprise d'Insertion

Journée de l'accompagnateur social

Le jeudi 24 octobre 2019 à Mons et le jeudi 30 janvier 2020 à Liège se déroulait la 2^{ème} édition des journées de l'accompagnement social, qui a réuni 41 encadrants sociaux lors de ces 2 journées. L'objectif de cette nouvelle édition était de **renforcer les encadrants sociaux dans leur travail grâce à des rencontres et des échanges entre pairs.**

Après un temps d'introduction commun autour des différentes tâches imposées par le décret EI (discussion sur leur importance et la charge de travail de chacune), à Mons, la matinée a permis aux AS d'échanger autour de la formalisation des tâches obligatoires du décret. A Liège, les encadrants ont échangé et évoqué des pistes de solution par rapport aux problématiques rencontrées au quotidien par les travailleurs sociaux.

L'après-midi a laissé place à une **foire aux outils** utile à l'accompagnement social du public-cible. Les différents outils sont compilés dans une boîte à outils de l'accompagnement social, disponible sur le site internet d'Atout EI. <http://www.atoutei.be/-Journee-de-l-accompagnement-social-.html>

Accompagner dans l'opérationnalisation du Décret 2016

Une **réunion trimestrielle** entre l'équipe de la DGO6 et la fédération a été instaurée en 2018. Durant l'année 2019, 4 réunions ont eu lieu. Elles permettent d'entretenir la collaboration,

de faire remonter des problématiques de terrain et de récolter des informations à transmettre aux membres.

Depuis l'entrée en vigueur du Décret 2016, nous travaillons à assurer son opérationnalisation. En 2019, plusieurs dossiers ont été traités :

- Mise à disposition **d'un outil de prévision des subsides** permettant aux EI d'obtenir une estimation la plus précise possible du montant des subventions dont elles peuvent bénéficier. Cet outil a été validé par le SPW avant d'être proposé aux membres.
- **Information et accompagnement des entreprises au passage en commission lors du renouvellement d'agrément à durée indéterminée** par lequel la quasi-totalité des EI sont passées en 2019.
- Alimenter et proposer des outils visant l'obtention de la **subvention Economie Sociale** (offre de formation pour les travailleurs, liste des thématiques acceptées par la DGO6 dans le cadre de l'organisation de commissions spécifiques).
- Proposition visant à **éviter la double sanction pour une entreprise qui verrait un travailleur sortir « pour autre motif » après la fin de période de subventionnement et endéans les 3 années de maintien obligatoires.** Nous avons proposé une solution qui évite la double sanction (remboursement de la subvention et non subventionnement du prochain travailleur engagé). Nous attendons une prise de position officielle de la DGO6.

- En juin 2019, beaucoup d'EI subissaient encore un **retard dans la liquidation des subventions 2017** sans qu'une raison administrative le justifie. La fédération a interpellé le Ministre Jeholet sur la

situation. A cette suite, un Arrêté Ministériel a été signé libérant un montant de 3.5 millions d'euros pour le paiement des subsides.

Dispositif IDESS

Instaurer et alimenter la CP 327.00 pour les IDESS SFS

L'année 2019 a été celle des travaux de concertation et de rédaction des conventions collectives de travail qui cadreront la commission paritaire pour les IDESS. Atout EI et les représentants syndicaux ont validé l'ensemble des conventions discutées qui ont été transmises au SPF Emploi pour une analyse de conformité juridique. Elles portent sur : classification des fonctions et barèmes ; frais de déplacement ; congés ; crédit-temps ; efforts de formation ; régime des fins de carrières ; prime de fin d'année et prime syndicale.

Mandatement SIEG

Suite au changement de majorité wallonne intervenu durant l'été 2017, Atout EI en partenariat avec Concert'ES, a proposé différentes modifications en vue d'améliorer le dispositif IDESS. Ce changement étant effectif en 2018, l'année 2019 a permis de travailler à l'opérationnalisation de la modification du cadre légal du dispositif.

Ce changement visait à permettre le transfert du dispositif IDESS du De Minimis vers un mandatement SIEG. Dans les faits, les structures IDESS ne sont plus bloquées dans leur développement étant donné la suppression du plafond qui empêchait de dépasser plus d'une dizaine de travailleurs du public-cible.

Au total, 7 réunions ont eu lieu avec les partenaires syndicaux. En préparation de ces réunions, un groupe de travail interne à Atout EI était à chaque fois organisé. A diverses occasions, nous avons également sondé l'ensemble de nos membres IDESS SFS.

Atout EI a négocié directement avec les syndicats en vue de faire valider les Conventions Collectives de travail. C'est l'EWETA, en tant que fédération partenaire qui siège au sein de la CP 327, qui validera en mars 2020 les CCT élaborées entre Atout EI et les syndicats.

Plusieurs réunions ont eu lieu avec la direction de l'économie sociale et Concert'ES pour opérationnaliser au mieux ce changement de cadre légal. Ces réunions étaient préparées en amont avec des IDESS membres.

Ce changement fut effectif fin 2019 et les IDESS ont pu renvoyer leurs justificatifs et recevoir les subventions.

Une séance d'information pour présenter la réforme et aider les IDESS membres à encoder le tableau justificatif s'est déroulée fin octobre 2019.

Réforme APE

L'encadrement des travailleurs en IDESS étant financé par le dispositif APE, cette réforme allait impacter fortement les IDESS. Suite au lancement par le Ministre Jeholet de la réforme du dispositif APE, Atout EI a travaillé activement à élaborer des propositions en vue de permettre la meilleure réforme possible pour les IDESS. Ce fut notamment le cas lors de la réunion du mercredi 23 janvier 2019 au Cabinet du Ministre.

Par la suite, un courrier a été envoyé le 21 février 2019 à la Ministre des pouvoirs locaux, Valérie De Bue, pour lui signifier notre

inquiétude concernant l'impact de la réforme APE pour les IDESS - CPAS.

Atout EI est resté vigilant tout au long de l'année et a continué son travail de défense des APE en IDESS lors de la rencontre avec le Cabinet de la Ministre Morréale du 26 novembre 2019.

Plusieurs communications ont également été transmises à nos membres concernant cette thématique.

Informer et conseiller les membres IDESS sur la réglementation via la réalisation d'outils

En 2019, nous avons continué à informer et conseiller nos membres par rapport à la législation IDESS, notamment sur les activités autorisées, les APE, le public-cible, la clientèle, etc. De nombreuses questions ont pu être clarifiées en partenariat avec la Direction de l'économie sociale. En outre, plusieurs communications spécifiques (mailings, flash info) ont été transmises aux membres à ce sujet.

Formation spécifique au dispositif IDESS

Durant le mois d'octobre 2019, 2 sessions de formation portant sur le B.A.-BA du dispositif IDESS se sont déroulées à Namur. Celles-ci ont regroupé 25 participants venant d'IDESS membres et non-membres de la Fédération. Cette formation permet à la fois de faire un rappel de la législation IDESS mais également d'échanger les pratiques entre les participants. Suite à la formation, un FAQ a été envoyé à la Direction de l'économie sociale pour clarifier les questions posées par les IDESS, qui ont ensuite reçu réponse de la DGO6. Durant ces 2 journées, un temps spécifique était prévu pour présenter le changement de cadre légal du dispositif et le transfert vers le mandatement SIEG.

Le secteur fait l'objet d'une attention particulière de la fédération qui souhaite l'amener progressivement vers davantage de stabilité, mais aussi, de qualité dans les emplois proposés. Le secteur est face à des enjeux importants qui définiront à l'avenir les contours de son fonctionnement. Les pouvoirs publics doivent **reconnaitre et soutenir ce secteur**, porteur de plus de 48.000 emplois en Wallonie à travers 673 entreprises, mais aussi, sans aucun doute, à la qualité des emplois proposés et à la **faisabilité du métier**. Le secteur est de plus en plus confronté à des difficultés de recrutement, à l'augmentation des maladies de longue durée ou encore à des questionnements sur l'aménagement des fins de carrière des travailleurs âgés.

Toutes ces questions doivent être au centre des préoccupations et nous soutenons toutes les actions qui pourront y apporter des réponses concrètes. Nous pensons que la régionalisation du dispositif apporte les conditions favorables à ces changements. C'est donc à nous de l'exploiter de façon adéquate.

Projet d'AGW modificatif

En décembre 2018, un projet d'AGW modifiant certaines dispositions du secteur nous a amené à une vive réaction, tant son contenu marque un retour en arrière pour le développement d'un secteur de qualité.

Ce projet de texte visait notamment à **supprimer la possibilité de former des travailleurs vers un autre emploi hors secteur TS et à reporter l'entrée en vigueur de l'obligation d'une moyenne de 19h/semaine**

Faisabilité du métier – Objectivation de l'absentéisme lié à la maladie

Afin d'objectiver des discours et des impressions, nous avons récolté auprès des membres, des chiffres permettant de donner une image claire de l'absentéisme médical (absences de longue durée et temps partiels médicaux). Les résultats ont confirmé l'ampleur et la croissance de la problématique en TS, mais pas uniquement.

Ces résultats ont ensuite été présentés au **Fonds soutenabilité de Form TS** afin d'alimenter les travaux en cours et de solliciter une prise de conscience des partenaires sociaux. Nous avons également eu l'opportunité de les présenter à l'**Inami** lors d'une rencontre durant l'été. Il serait utile maintenant de pouvoir étendre ces questionnements à l'ensemble des entreprises du secteur. Notre objectif étant que les différentes parties prenantes se réunissent pour aborder collectivement la problématique, et que des solutions globales puissent être proposées. Ces travaux continueront en 2020 en visant l'organisation d'une table-ronde avec les diverses parties prenantes.

ainsi que l'obligation de 9h/ETP de formation pour les travailleurs TS.

Début 2019, nous avons réagi sur ces propositions, déplorant le retour en arrière sur des éléments qualitatifs indispensables aux travailleurs. Nous estimons qu'il relève du secteur de proposer à ses travailleurs un contrat de travail stable et de qualité, ainsi que de réduire la flexibilité excessive par l'usage d'avenants qu'amènent des temps partiels inférieurs à 19h. Cet AGW a été publié en aout 2019. Nous suivons sa mise en application

puisque plusieurs éléments doivent encore être éclaircis et le seront durant l'année 2020.

Consultation d'Idea Consult

En septembre 2019, nous avons été consultés par Idea Consult sur diverses propositions de modifications du dispositif. Cette rencontre nous a permis de faire entendre nos positions sur divers aspects du dispositif et notamment : son financement (augmentation de la valeur du titre, suppression de la déductibilité fiscale, etc.), l'élargissement des activités autorisées (jardinage, petits travaux, etc.), les propositions reprises dans l'AGW modificatif 2019 ou encore nos positions concernant la faisabilité du métier et l'absentéisme qui en découle. Nous avons défendu les positions définies dans notre mémorandum 2018.

Propositions d'élargissement des activités

Dans sa Déclaration de politique régionale, le gouvernement wallon a proposé un élargissement des activités autorisées dans le cadre du TS aux services de garde et de transport d'enfants. Comme cela était mentionné dans notre mémorandum, nous sommes contre cet élargissement au vu de toutes les incertitudes qu'il amène et sans une analyse détaillée de ses impacts sur la viabilité économique, la formation et les emplois créés. Une note argumentative a été rédigée et transmise au Cabinet de la Ministre Christie MORREALE début 2020.

Participation aux travaux d'élaboration du référentiel métier d'aide-ménagère TS

Nous avons participé, en tant qu'expert, aux travaux de rédaction du référentiel métier d'aide-ménagère TS. Jusqu'à présent, aucun

référentiel propre au métier n'existait, le reliant et le confondant avec celui d'aide familiale. Il était donc nécessaire qu'un référentiel propre soit établi, de manière à reconnaître le métier en tant que tel, en définir les contours ainsi que les compétences et profils nécessaires aux potentiels futurs travailleurs. C'est un outil qui participe à améliorer l'orientation et le recrutement des futurs travailleurs.

Au Bonheur des Dames ? – Projection et débat politique

Le



28/02/2019, le Cameo organisait une projection du film *Au Bonheur des Dames ?* suivi d'un débat politique sur les enjeux qu'il aborde. Nous étions présents et avons eu la possibilité de faire entendre nos inquiétudes et préoccupations pour le secteur concernant notamment l'absence de solutions globales visant à améliorer la faisabilité du métier.

Plusieurs représentants politiques namurois étaient présents lors du débat et notamment Maxime PREVOT (Bourgmestre de Namur), Anne BARZIN (1^{ère} Echevine Ville de Namur), Eliane TILLIEUX (ancienne Ministre wallonne de l'Emploi), Philippe NOEL (Président du CPAS de Namur).

Mémoire - Rencontres responsables politiques

Suite à la validation du mémoire par les membres lors de la Matinée de l'Insertion de décembre 2018, ce document a été transmis aux présidents de partis wallons ainsi qu'aux partenaires et aux bureaux d'études des partis. A cette suite, une rencontre s'est tenue en avril 2019 avec l'IEV (Institut Emile Vandervelde).

En partenariat avec Concert'ES nous avons également rencontré des responsables d'Ecolo ainsi que le Ministre Président wallon, W. Borsus (MR).

Déclaration de politique régionale Wallonie

En septembre 2019, le gouvernement wallon diffusait sa Déclaration de politique régionale pour la période 2019-2024. Les compétences en matière d'économie sociale ont été transférées du Ministre de l'économie à la Ministre de l'emploi, Christie MORREALE.

Suite à une analyse interne du document ainsi qu'à des échanges avec Concert'ES et d'autres partenaires au sein de la concertation, différentes remarques et questions ont été rédigées à destination du nouveau gouvernement.

Atout EI a pu présenter ses principales préoccupations et attentes concernant nos dispositifs lors d'une rencontre avec le Cabinet de la Ministre Morréale le 26 novembre 2019.

Défendre la mesure SINE

Suite à la constitution du nouveau gouvernement wallon, Atout EI a sollicité Concert'ES pour la création d'un groupe de

travail sur le dispositif SINE avec les partenaires de la concertation. Plusieurs fédérations et réseaux ont rejoint ce groupe de travail, qui a notamment pour mission d'assurer une veille politique et juridique du dispositif. De plus, les partenaires travaillent à la construction d'un argumentaire de défense du dispositif, qui est essentiel pour sa stabilité et pour le développement des EI et IDESS. Cet argumentaire se base en grande partie sur les travaux réalisés précédemment par Atout EI.

Nouveau Code des sociétés et ASBL

A travers notre mandat au sein de Concert'ES, nous avons suivi la clôture des travaux et l'opérationnalisation de la réforme du Code des sociétés et des Asbl initiée par le Ministre de la Justice, Koen Geens. Cette réforme avait pour objectif de réunir dans un seul et unique code le droit des sociétés et celui des Asbl.

Plusieurs changements sont à prévoir pour les dispositifs d'économie sociale et ces modifications devront être intégrées dans la législation wallonne. Des propositions ont été réalisées et un échange constructif s'est déroulé entre Atout EI, Concert'ES et la Direction de l'économie sociale pour intégrer au mieux cette nouvelle législation dans les décrets EI, IDESS et IES.

Lors de notre matinée de l'insertion en décembre 2019, Febecoop est venu présenter les impacts de la réforme pour les coopératives tandis que le SPW a présenté ses propositions de modification des dispositifs EI et IDESS.

Un deuxième travail nous a également occupé durant la fin 2019, la mise à jour des statuts des membres par rapport à ce nouveau code des sociétés et ASBL. Nous espérons pouvoir

rapidement communiquer des propositions de nouveaux statuts durant cette année 2020.

RGPD

Entré en vigueur le 25 mai 2018, le RGPD définit une série de principes généraux, d'obligations et de droits en matière de traitement des données à caractère personnel de tout citoyen européen. Il a, ensuite, été complété par la Loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

En 2019, la fédération a complété son offre d'outils utiles à la mise en conformité de cette réglementation. Nous avons également organisé une session de formation (4/04) relative à la mise en place d'une politique RGPD.

Services mutualisés

En collaboration avec CAIPS, nous avons débuté en 2018, et pour une durée de 2ans, une collaboration avec Ethias et GroupS afin de proposer des services complets adaptés aux besoins de nos membres.

Durant l'année 2019, plusieurs formations ont été organisées à destination des membres de manière gratuite : Le contrat de travail (12/03) ; La réintégration des travailleurs en maladie de

longue durée (16/04) ; La délégation syndicale (12/09) ; L'inspection sociale (8/11).

Une réunion d'évaluation de la collaboration s'est également tenue afin d'envisager la 2^{ème} année de partenariat.

Digitalisation – projet Digiserv

Durant cette année 2019, nous avons suivi la clôture du projet Digiserv ainsi que l'essaimage de ses résultats. Ce projet vise à analyser grâce à l'expertise d'un consortium de chercheurs **l'impact de la digitalisation sur les services à la personne.**

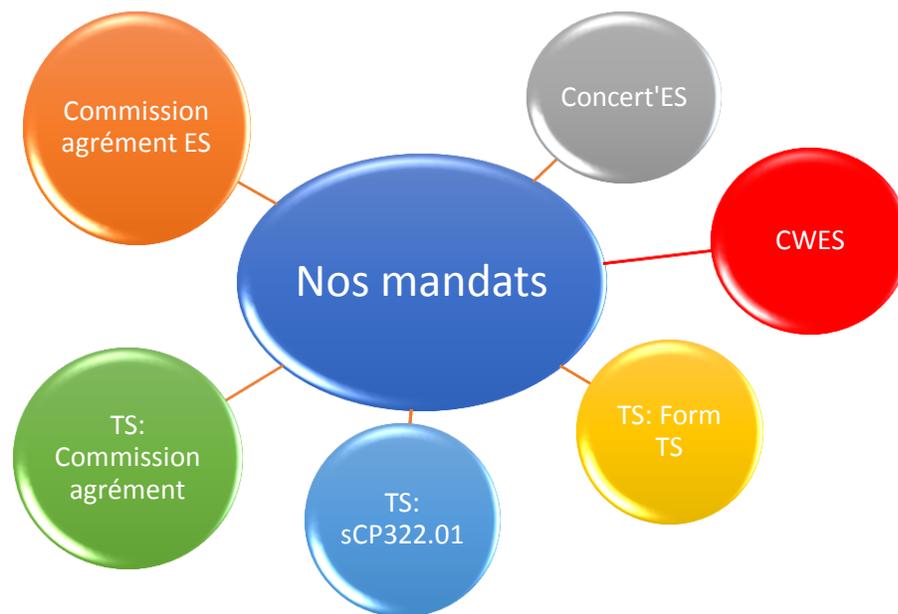
Ce projet est riche en enseignements pour le secteur, alors que la thématique constitue un enjeu majeur pour le développement de nos entreprises.

Un grand évènement de clôture est prévu en janvier 2020 ainsi que la diffusion d'une brochure de synthèse à destination des acteurs de l'économie sociale.

Nous avons également travaillé avec les partenaires du projet à l'élaboration d'une suite à Digiserv qui permettrait, l'accompagnement d'entreprises de l'économie sociale pour entamer/continuer une transition vers le digital dans le but de renforcer l'atteinte des missions sociales des entreprises.

Nos mandats

En tant que fédération intersectorielle représentative d'employeurs de l'économie sociale, notre mission principale est de représenter et défendre nos membres et leurs intérêts. Cette mission prend forme principalement à travers divers mandats dont le nombre a sensiblement augmenté ces dernières années. Ceux-ci sont le témoin de la reconnaissance de la fédération comme interlocuteur clé représentatif du secteur. Ils sont essentiels parce qu'ils permettent d'influencer les orientations législatives ou sectorielles selon les réalités et besoins des entreprises.



14

Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale – COMES

La Commission est chargée de remettre avis au Ministre sur les dossiers d'agrément/renouvellement/suspension ou retrait des EI, IDESS et agences-conseils. En 2019, elle s'est réunie 19 fois.

Concernant les EI

L'année 2019 a été principalement occupée par le suivi des renouvellements d'agrément à durée indéterminée pour la quasi-totalité des EI. Ce sont donc plus de 100 entreprises qui ont été auditionnées en vue de ce renouvellement. Sur

l'ensemble, 1 seule s'est vue remettre un avis négatif par la commission dont la décision par la Ministre est encore attendue.

2 entreprises ont rendu une demande de 1^{er} agrément. Un avis de retrait d'agrément a été rendu suite à un rapport d'inspection défavorable et 2 demandes de retraits partiels des subventions.

Concernant les IDESS

La commission a rendu 4 renouvellements d'agrément, 1 nouvel agrément pour une ancienne IDESS, ainsi que 6 avis favorables à l'extension d'activités.

Conseil Wallon de l'Economie sociale – CWES

Le CWES s'est réuni à 4 reprises en 2019.

Deux séances ont porté sur un avis relatif à l'avant-projet de décret portant subventionnement des opérateurs de stimulation de l'économie et de l'économie sociale. Le cabinet du Ministre Jeholet a été invité à présenter l'avant-projet lors d'une séance du CWES.

La troisième séance a porté sur l'analyse de la DPR du nouveau gouvernement wallon. Suite à cette analyse, les partenaires du CWES ont souhaité inviter la Ministre Morréale à venir présenter sa vision et son plan d'actions pour l'économie sociale.

Lors de la quatrième séance du CWES, les partenaires ont commencé à préparer la rencontre avec la Ministre Morréale. Cette préparation s'est faite sur base du plan de développement de l'économie sociale rédigé par Concert'ES et ses membres.

Concert'ES asbl

En 2019, Atout EI, en tant qu'administrateur de Concert'ES a participé à 5 Conseils d'Administration et 4 Assemblées générales. La fédération occupe, de manière supplémentaire, le mandat de Président de la concertation.

Mémoire

En vue de l'échéance électorale de 2019, Concert'ES a rédigé et validé en AG son mémoire. Ce document se base sur les revendications des Fédérations membres et les discussions au sein des instances de Concert'ES. Ce mémoire fait également le lien avec le plan de développement de l'économie sociale adopté en 2017 par les membres de Concert'ES. Des rencontres ont eu lieu avec des

responsables politiques pour présenter ce mémoire de la concertation.

Ce travail de lobbying s'est poursuivi à travers un suivi de la mise en place des nouveaux gouvernements régionaux et l'analyse des DPR.

Réforme du code des sociétés - Implication dans les dispositifs wallons

Lancé en 2017 par le Ministre de la Justice, K. Geens, le projet de réforme du code des sociétés a poursuivi son chemin en 2019. Atout EI, via Concert'ES a suivi ces travaux de près. Notamment l'intégration de cette nouvelle législation dans les dispositifs régionaux (EI, IDESS et IES).

Travail bilatéral Atout EI- Concert'ES

En plus des dossiers transversaux à l'ES, Atout EI et Concert'ES ont travaillé en commun à l'élaboration de propositions en vue de modifications portant sur des dispositifs qui concernent directement les membres d'Atout EI (Opérationnalisation du mandatement SIEG pour les IDESS, suivi des APE, impact du CSA sur les EI et IDESS, etc.).

GT Formation

A la demande d'Atout EI et dans un objectif de renforcement des partenaires de l'ES, un GT formation a été lancé par Concert'ES. Ce GT poursuit une double finalité :

- Centraliser en un lieu, (www.economiesociale.be) l'ensemble des formations pouvant s'intégrer dans un programme commun de formation sur l'économie sociale ;
- Permettre aux organismes qui organisent des formations de se tenir au courant les uns et les autres des formations organisées, dans ce socle commun de formations.

Communication

Le volet communication des acteurs de l'économie sociale a été un axe de travail important lors de cette année 2019.

Via Concert'ES, les fédérations et acteurs de l'économie sociale ont souhaité se mobiliser pour promouvoir leurs valeurs et faire découvrir leur diversité, leurs services et leurs produits au grand public.

Suite au succès rencontré par les événements de clôture de la campagne de communication des Jours Fous de l'Economie Sociale en mars 2018, Concert'ES et ses membres ont souhaité poursuivre la dynamique en 2019. Au total 66 entreprises participantes ont pris part en Octobre à la Journée Découverte Entreprises (JDE) qui accueille plus de 150 000 visiteurs en Wallonie.

Pour continuer à renforcer cette stratégie de communication, un GT Com' a été mis sur pied par Concert'ES. Celui-ci poursuit 2 grands objectifs pour le secteur :

- Renforcer le travail de promotion du concept d'économie sociale et des événements de l'ES en tant que tel auprès du grand public ;
- Continuer la construction d'une identité commune au sein de l'économie sociale.

Lancé début 2019, le site mutualisé www.economiesociale.be y contribue grandement. Ce site se veut le portail d'information du secteur. Il regroupe appels à projets, information du secteur, offres d'emploi ainsi qu'un annuaire des entreprises de l'économie sociale. En parallèle à ce site portail, un site d'inspiration (transfo.be) a vu le jour dans le but de présenter l'actualité du secteur.

Post VISES

2019 étant la dernière année du projet VISES, Concert'ES comme coordinateur et les

partenaires du projet ont travaillé à l'essaiage des résultats VISES mais également à la mise en place d'une suite du projet au niveau wallon. Les partenaires ont donc travaillé à l'élaboration d'un projet de bourses impact social à destination des entreprises de l'économie sociale. L'objectif est de permettre à de nouvelles entreprises de démarrer une démarche d'évaluation de leur impact social. Ce nouveau projet souhaite également faire continuer à vivre la recherche autour de l'impact social.

SCP 322.01 relative aux entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité

En 2019, ce sont 9 réunions de CP qui ont eu lieu.

L'année 2019 a été marquée principalement par les **négociations sectorielles** visant la mise en application de l'AIP. Dès réception du Cahier de revendications syndical, Atout EI a organisé un groupe de travail avec ses membres afin d'établir la position à défendre. Démarrées en mai, aucun accord n'a encore été trouvé début 2020. Les discussions se sont rapidement cristallisées sur le financement de la mesure plutôt que sur le contenu de l'accord. Les employeurs flamands refusant de faire peser le coût de l'accord sur les entreprises. Ils estiment, en effet, que la situation en Flandres ne permet plus aux entreprises d'assurer la charge financière de l'accord et ont travaillé durant plusieurs mois à obtenir une augmentation du coût du TS dans les 3 régions.

Nous sommes, de notre côté, **convaincus qu'un accord est nécessaire et que les conditions de**

travail des 140.000 travailleurs doivent être améliorées.

Début 2020, un **préaccord** semblait pouvoir être signé. Si nous estimons qu'il pêche par un manque de mesures qualitatives nécessaires aux travailleurs, nous souhaitons néanmoins qu'un accord soit conclu et ce pour l'ensemble des travailleurs et entreprises du secteur. A l'heure de l'écriture de ce rapport (mars 2020), aucun accord n'a été signé.

Fonds de formation sectoriel Titres-services et Fonds de soutenabilité

Le Fonds soutenabilité a été créé au sein de Form TS afin de réaliser plusieurs actions visant à améliorer la faisabilité du métier d'aide-ménagère. Un plan d'actions sur plusieurs années a été défini. Suite aux recommandations faites par l'étude « **Travail faisable et maniable dans le secteur des TS** », plusieurs actions ont été organisées en 2019 :

- Campagne marketing à destination des clients visant à mettre à disposition du matériel adéquat.
- Organisation de formations visant à améliorer la faisabilité du métier (premiers secours, ergonomie, assertivité, bien-être, motivation) à destination des aide-ménagères nouvelles et expérimentées ainsi que des formations à destination des encadrants/responsables
- Relance d'un parcours de formation de coach pour des aide-ménagères de +45ans

et organisation d'une formation d'approfondissement pour les coaches actives.

Etant directement liées à la commission paritaire, les réunions du Fonds ont été suspendues durant la durée du blocage de la concertation sociale.

Commission consultative d'agrément titres-services - COMAG

La COMAG a tenu 10 réunions tout au long de l'année.

Sa mission première est l'examen des dossiers des entreprises TS. Pour l'année 2019, elle a traité :

- 13 nouveaux dossiers d'agrément ayant tous reçus un avis favorable
- 13 dossiers analysés pour infraction pour lesquels elle a rendu les avis suivants :
 - 1 avis de maintien d'agrément
 - 6 avis de retraits avec sursis
 - 5 avis de retraits immédiats
 - 1 avis mitigé
- 1 demande d'extension d'activités
- 7 dossiers présentés pour retraits d'office (liés à des situations de dettes).

Par ailleurs, la commission a tenu à améliorer l'expertise de ses membres en invitant deux inspecteurs sociaux à présenter un dossier dont les infractions commises étaient particulièrement complexes. Leur intervention a permis de mieux comprendre les mécanismes de fraudes pouvant être utilisés par certaines entreprises.

Offre de formations

En 2019, nous avons proposé à nos membres 3 types de formation.

Un programme de **formation classique**, basé sur les besoins des membres, et comprenant 10 formations portant sur des thématiques variées comme la stratégie de communication digitale, le RGPD, le jobcoaching, les outils du jobcoaching, l'absentéisme, le décret EI, outils d'intelligence collective, la gestion des conflits, le décret IDESS, ou encore le bilan de compétences. Au total, 115 personnes ont participé à ces sessions de formation.

3 sessions de formations gratuites ont été dispensées par nos partenaires, **Ethias et le GroupS**, dans le cadre de notre collaboration. Ces modules portaient sur l'inspection social, la réintégration de travailleur en maladie de longue durée ainsi que la délégation syndicale. Au total, 51 personnes issues des entreprises membres ont participé à ces modules.

Nous avons également organisé, comme en 2018, une offre de **formation à destination des travailleurs en insertion**. Notre objectif étant d'aider les entreprises à atteindre les critères pour accéder à la subvention relative aux principes de l'économie sociale. A nouveau, 5 entreprises ont sollicité l'organisation d'un ou plusieurs module(s) de formation.

Pour terminer, 7 sessions gratuites ont eu lieu à travers la Wallonie pour présenter **le tableau de gestion des subventions développé par Atout EI**.

Analyse statistique du secteur des EI

Chaque année, nous réalisons un état des lieux des EI wallonnes sur base des données récoltées via les comptes déposés à la BNB. Il s'agit donc des données relatives à l'année 2017. Elle apporte des informations sur l'ampleur du secteur (nb d'entreprises, emplois, etc.) mais aussi sur la situation financière des entreprises. Elle permet d'avoir une vue d'ensemble du secteur et de suivre son évolution. Elle est transmise aux membres en mai 2020.

3 – Nos projets

VICES 2015-2020

Le projet VICES - Valoriser l'Impact Social de l'Entrepreneuriat Sociale réunit 23 partenaires wallons, flamands et français.

Ce projet a pour objectif stratégique de **construire un dispositif d'évaluation et de valorisation de l'impact social des entreprises sociales (dont les EI et IDESS).**

Cet objectif s'envisage sur deux niveaux

- Au niveau micro : nous visons à proposer un accompagnement individualisé aux entreprises sociales pour rendre compte de leurs spécificités ;
- Au niveau macro : nous souhaitons armer le secteur de l'ES par rapport à la problématique de rendre compte de son impact social.

2019 était l'année de clôture du projet, cela s'est traduit par :

- La clôture des accompagnements des 10 entreprises suivies par Atout EI. Les actions suivantes ont été réalisées : Clôture des collectes de données, analyse des résultats et communication de ceux-ci.
- En tant que coordinateur du pôle insertion, nous avons travaillé à la mise en commun des résultats des différents opérateurs de l'insertion dans le but de dégager des axes communs aux différentes structures d'insertion.
- Participation à l'essaimage du projet : Nous avons travaillé avec les partenaires à la diffusion d'un mémorandum commun sur l'impact social, le lobbying politique (rencontres avec les partis), des groupes de travailleurs avec les financeurs (publics, privés, fondations, etc.) pour présenter les résultats.
- Organisation de la journée de clôture du 28 novembre 2019.
- Travailler à la suite de VICES et à la mise en place de « bourses impact social » en Wallonie.

Ce travail sur la mise en place des bourses ainsi que l'essaimage du projet seront à nouveau porté part Atout EI en 2020.

Demain, l'entreprise d'insertion

L'émergence de nouveaux modèles économiques et les modifications en profondeur du marché du travail nous amènent à questionner notre modèle, que nous défendons par ailleurs. En tant que Fédération sectorielle, nous souhaitons garantir la viabilité économique de nos entreprises ainsi que les missions d'insertion et d'encadrement social des travailleurs. Pour ce faire, nous avons lancé fin 2017 un **grand chantier de réflexion**. Celui-ci devra permettre aux entreprises d'insertion de rester compétitives

tout en garantissant leurs missions de formation, d'accompagnement et d'encadrement des travailleurs. Ce nouveau modèle devra être en phase avec les réalités du marché du travail et le modèle économique qui prédominera dans les prochaines années.

Ce projet s'articule autour de la tenue de plusieurs séminaires thématiques, alimentés par des contributeurs externes :

1. Entreprises d'insertion : quels principes et valeurs à défendre (février 2017)
2. Le marché de l'emploi et l'insertion vu sous l'angle de nos travailleurs. Quel accompagnement proposer vers l'emploi ? Contributeurs : Forem et IWEPS (novembre 2017)
3. L'obsolescence des travailleurs, formation continue et employabilité : Quels besoins pour un public peu qualifié ? Contributeurs : Cefora et Digital Wallonia (mars 2018)
4. Quelle place pour l'insertion socio-professionnelle dans les modèles nouveaux modèles de l'économie comme celui de la fonctionnalité, collaborative et la silver économie ? Contributeur : AMEF (Forem) et CEPAG (juin 2018)
5. Des plateformes d'insertion, une forme d'externalisation de l'accompagnement des travailleurs via une plateforme Entreprise d'Insertion ou assimilée ? Des indépendants en insertion ? Contributeur : LENTIC et CIRTES (Septembre 2018)
6. Quel modèle de gouvernance, de financement et de participation ? Contributeurs : les Agences Conseils (juin 2019)

Une veille a également été réalisée pour compiler les articles de presse, scientifiques et juridiques qui traitaient des thématiques abordées lors de ces groupes de travail.

Un rapport global de la réflexion a été rédigé fin 2019. Ce rapport est une base de travail pour démarrer la suite de notre réflexion afin de permettre le développement des entreprises existantes vers de nouveaux secteurs mais également la création de nouvelles entreprises d'insertion.

Annexes

Liste des membres (31/12/2019)

ENTREPRISE	STATUT	SECTEUR D'ACTIVITE	PROVINCE
ADIEU POUSSIÈRES CENTRE ET BORINAGE SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI
ADM VILLAGE N°1 ENTREPRISES SA FS	EI	SERVICES AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS	BW
AGE D'OR SERVICES SCRL FS	IES	TITRES-SERVICES	LIE
ALPHA SERVICES LIEGE SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	LIE
A'TOUT FER SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI
AU PLUS NET SCRL FS	EI	NETTOYAGE PROFESSIONNEL	NA
AYWAILLE VERVIERS SERVICES SCRL FS	IDESS	BATIMENT - ENTRETIEN DES ESPACES VERTS	LIE
BESOIN D'AILE SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI
BIEN CHEZ TOIT – INTEGRA +	IDESS	BATIMENT – MAGASIN SOCIAL – TAXI SOCIAL	LUX
BIP EXPRESS SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	LIE
BOTHANET SERVICES SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI
BTEAM Village n°1 ENTREPRISES SA FS	EI	TITRES-SERVICES ET SERVICES AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS	BW
CAIPS	FEDE		LIE
CLIC & NET SERVICES SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI
COMET SERVICES SCRL FS	EI	TRI ET RECYCLAGE	HAI
CORTIBAT SCRL FS	EI	BATIMENT	LIE
CORT'IDESS SCRL FS	EI - IDESS	PETITS TRAVAUX – ENTRETIEN DES ESPACES VERTS	LIE
COULEUR TERRE SCRL FS	EI	BATIMENT	NA
CPAS de BEYNE (HOME SERVICES)	IDESS	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS - PETITS TRAVAUX - TAXI SOCIAL	LIE
CPAS de BINCHE - IDESS	IDESS	TAXI SOCIAL - ENTRETIEN DES ESPACES VERTS	HAI

CPAS de FLERON - IDESS	IDESS	BATIMENT- ENTRETIEN DES ESPACES VERTS	LIE
CPAS de LIEGE - IDESS	IDESS	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS - PETITS TRAVAUX - TAXI SOCIAL	LIE
CPAS de SPRIMONT - IDESS	IDESS	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS - PETITS TRAVAUX - TAXI SOCIAL	LIE
CPAS de VIROINVAL - IDESS	IDESS	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS - TAXI SOCIAL	NA
CSD CHARLEROI ASBL	IDESS	TRANSPOST SOCIAL	HAI
CSD CENTRE ET SOIGNIES ASBL	IDESS	TRANSPORT SOCIAL	HAI
CYREO SCRL FS	EI	TRI ET RECYCLAGE	
DEFI + SCRL FS	EI	SERVICES AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS	HAI
DEFI ONE SCRL FS	EI	SERVICES AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS	HAI
DURECO SCRL FS	EI	TRI ET RECYCLAGE	LUX
ECODIPAR SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES – NETTOYAGE PROFESSIONNEL – ENTRETIEN DES ESPACES VERTS	LIE
EKOSERVICES BELGIQUE SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI
EKOSERVICES BRABANT WALLON SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	BW
EKOSERVICES REGION DU CENTRE SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI
EKOSERVICES WALLONIE PICARDE SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI
ESIOL SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI
EURO SERVICES QUALITE	IDESS	BATIMENT - ENTRETIEN DES ESPACES VERTS - TAXI SOCIAL	HAI
FEBECOOP	FEDE		BX
FERVET OPUS SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	NA
FESTA SERVICES SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI
FORCE 8 SCRL FS	EI	NETTOYAGE INDUSTRIEL	BW
G'ESTIME2 SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI
HAUTE MEUSE NET SERVICES 2 SCRLFS	EI	TITRES-SERVICES	LIE
HO+ SCRL FS	EI	NETTOYAGE PROFESSIONNEL	HAI
HOME NET SERVICE SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	LIE
ISOPROJECT SCRL FS	EI	BATIMENT	HAI

JEFAR T. SERVICES SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	LIE
LA COOPERATIVE DE LA SAVONNERIE SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	NA
LA LOCOMOBILE SCRL FS	EI - IDESS	TAXI SOCIAL	LUX
LA MAISON DES SERVICES SCRL FS	EI - IDESS	TITRES-SERVICES	HAI
LA PETITE FEE DU LOGIS SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI
LA RESSOURCERIE LE CARRE ASBL	IDESS	MAGASIN SOCIAL	HAI
LA RESSOURCERIE NAMUROISE SCRL FS	EI	TRI ET RECYCLAGE	NA
LA TABLE DES HAUTES ARDENNES SCRL FS	EI	HORECA	LUX
LE GRAND MENAGE SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI
LE RATON LAVEUR SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI
LES COUPS DE POUCE FLEURUSIENS SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI
LES COUPS DE POUCE 2 SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI
LES FEES DU SERVICE SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	LIE
LES LAVANDIERES DU BONALFA SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	LUX
MADAME EST SERVIE HUY SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	LIE
MAXINET-CENTRE	EI	TITRES-SERVICES	HAI
MDM FACILITIES SCRL FS	EI	MAINTENANCE ET NETTOYAGE INDUSTRIEL	HAI
META SERVICES SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	LIE
MEUSINSER	EI	MAINTENANCE ET NETTOYAGE INDUSTRIEL	LIE
MOUSCRON SOLIDARITE SERVICES SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI
NAMOCLEAN SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	NA
NATISE SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	NA
NELTANE SCRL FS	NEI	BATIMENT – ECO CONSTRUCTION	HAI
NETTOYAGE & PROPRETE SCRL FS	EI	NETTOYAGE INDUSTRIEL	LIE
NEUPRE NET SERVICES SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	LIE
POLE DES SERVICES SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	NA
PROGRESKOM SCRL FS	EI - IDESS	BOIS – PETITS TRAVAUX, ENTRETIEN DES ESPACES VERTS, TAXI SOCIAL, NETTOYAGE ASBL	LUX
PROP'HOUSE SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI

PROXEMIA SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI
PROXISERVICE SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI
RAPPEL SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES et TRI ET RECYCLAGE	BW
RECMA SCRL FS	EI	TRI ET RECYCLAGE	LIE
RECOL'TERRE SCRL FS	EI	TRI ET RECYCLAGE	LIE
RES ASBL	FEDE		LIE
SAMBRE-SERVICES 2 SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI
SAMBRE-SERVICES SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI
SAW-B ASBL	FEDE		HAI
SECONET SCRL FS	EI	NETTOYAGE PROFESSIONNEL	HAI
SECOPASS SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI
SERESA SUPPORT SCRL FS	EI	SERVICES AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS	HAI
SERVI+ SCRL FS	EI	SERVICES AUX ENTREPRISES	LIE
SERVIDIS SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	LIE
SINAP SERVICES SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI
SODALIS CORPORATION SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI
SOFIE SCRL FS	EI	TRI ET RECYCLAGE	LIE
STAV'CLEAN SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	LIE
STEPPE SERVICES SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	LIE
THUDI'VERT SERVICES (L'ESSOR ASBL)	IDESS	BATIMENT – ENTRETIEN DES ESPACES VERTS	HAI
TOP'NET SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI
TRINK HALL CAFE SCRL FS	EI	HORECA	LIE
TRI-TERRE SAFS	EI	TRI ET RECYCLAGE	LIE
TRUSQUIN TITRES SERVICES SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	LUX
VIT'ALE MANNE SCRL FS	EI	TITRES-SERVICES	HAI



CAIPS

La Concertation des Ateliers d'Insertion Professionnelle et Sociale est une Fédération représentant les Organismes d'Insertion Socioprofessionnelle (OISP), les Entreprises de Formation par le Travail (EFT) et auparavant les Entreprises d'Insertion (EI).



R.E.S.

Le Réseau d'Entreprises Sociales (RES) est un réseau composé d'entreprises d'économie sociale qui visent la création d'emplois durables et la promotion de la participation des travailleurs dans la société.



FEBECOOP

FEBECOOP promeut les valeurs de l'entrepreneuriat coopératif et d'économie sociale auprès des milieux politique, économique, académique et institutionnel et défend ses membres en exerçant des représentations sur les plans européen, fédéral et régional.



SAW-B, Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises

L'asbl SAW-B, Solidarité des alternatives wallonnes et bruxelloises, est une Fédération d'économie sociale pluraliste. Sa mission est de soutenir le développement d'une économie centrée sur le respect de l'humain et de l'environnement.